



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires aux dispositions de
l'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs
n°d2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 et à l'arrêté préfectoral
complémentaire n°2012220-0005 du 7 août 2012**

N° DCL-BRENV-2025- *265-1*

PETITIONNAIRE

SARL élevage des Marais

SIREN 800363632

Siège administratif :

713 Chemin des Vernays 01310 POLLIAT

Site d'exploitation :

Chemin de Baranzy 71160 LES GUERREAUX

SIRET 800 363 632 00020

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.214-1 à L.214-3, R.181-45 et R.181-46;

Vu la directive n°91/676/CEE du 12 décembre 1991 modifiée concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates » ;

Vu la directive IED n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'Environnement et notamment la rubrique 3660 « élevage intensif » ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement et en particulier la rubrique « 1.1.1.0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en

196 rue de Strasbourg

71021 Mâcon Cedex 9

Tél : 03 85 21 81 00

pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr

www.saone-et-loire.gouv.fr

vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)» ;

Vu le décret interministériel n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées en créant la rubrique n°3660 « élevage intensif de volailles ou de porcs » et introduisant la notion d'emplacement pour les élevages de porcs ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs parue au journal officiel de l'Union européenne le 21 février 2017 (BREF IRPP) ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables (AMPG) aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retour d'eau et notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté du 9 août 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°D2B2-00-4601 en date du 2 novembre 2000 autorisant le GAEC de Villars à exploiter un élevage de 3140 animaux équivalents porcs sur le territoire de la commune des Guerreaux (71160) ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012220-0005 du 7 août 2012 ;

Vu le porter à connaissance transmis par la SARL élevage des marais en février 2019 annonçant la reprise de l'élevage porcin, précédemment exploité par la GAEC de Villars, situé au lieu-dit Baranzay sur la commune des Guerreaux , la modification du type d'élevage avec le passage d'un élevage naisseur-engraisseur à un élevage post-sevreur – engraisseur et la construction d'un quai et d'une aire d'attente ;

Vu le 7^e programme d'actions régional (PAR) nitrates Bourgogne Franche-Comté signé le 9 août 2024 ;

Vu le plan d'épandage modifié établi par la chambre d'agriculture de Saône-et-Loire, remis à l'inspection des installations classées le 4 février 2025 ;

Vu le porter à connaissance transmis par la SARL élevage des Marais en date du 10 juillet 2025 concernant le projet de mise en place d'un forage d'une profondeur de 80 m destiné à assurer l'abreuvement des animaux de l'élevage et le lavage des bâtiments ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires transmis par courriel en date 4 mars 2024 (modification plan d'épandage) et du 3 juillet 2025 (projet forage) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé, unité territoriale de Saône-et-Loire en date du 19 mars 2024 (modification plan épandage) et du 18 juin 2025 (projet forage) ;

Vu l'arrêté portant décision d'examen au cas par cas du 9 juillet 2025 dispensant le projet de mise en place du forage d'évaluation environnementale ;

Vu l'avis des communes de Les Guerreaux, Perrigny-sur-Loire, Saint-Agnan, Neuvy-Granchamp, et respectivement en date des 09, 12, 15 et 23 avril 2024, ;

Vu les avis de la commune de CHALMOUX (nouvelle commune intégrée au plan d'épandage) en date du 3 février 2017 lors de la transmission du nouveau plan d'épandage par l'EARL Cochon des Îles ayant repris l'exploitation de l'élevage porcin du GAEC de Villars, et le 4 avril 2024 lors de la transmission du plan d'épandage mis à jour par la SARL élevage des Marais ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement en date du 22 juillet 2025 ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité de cette exploitation est désormais la rubrique 3660 « Élevage intensif » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées sont celles de l'élevage intensif de volailles ou de porcs (BREF IRPP) ;

Considérant que la SARL élevage des Marais a transmis en février 2024 une mise à jour du plan d'épandage du lisier produit par l'exploitation et une version modifiée en février 2025 ;

Considérant que la quantité de lisier à épandre n'est sensiblement pas modifiée par rapport à la quantité autorisée pour le GAEC de Villars et que l'extension du plan d'épandage sollicitée a pour objectif de sécuriser la valorisation agronomique du lisier produit par l'exploitation ;

Considérant que le projet de création d'un forage d'une profondeur de 80 m relève de la catégorie n°27a du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m ;

Considérant que le forage mis en place a pour but de soustraire l'utilisation d'eau du réseau d'alimentation en eau potable pour l'abreuvement des animaux et le nettoyage des salles d'élevage par de l'eau issue de forage en nappe ;

Considérant que l'arrêté du 10 juillet 2025 sus-cité portant décision après examen au cas par cas de la demande de régulation du forage conclu que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que l'eau prélevée à partir de ce forage est exclusivement utilisée pour l'abreuvement des porcs présents sur le site d'élevage et le lavage des bâtiments, en remplacement de l'eau provenant du réseau d'adduction public ;

Considérant que le forage est donc connexe à l'activité d'élevage porcin ;

Considérant que le volume de prélèvement n'est pas modifié et ne dépasse pas les 10 000 m³/an et que par conséquent le forage est soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement (IOTA) ;

Considérant qu'en cas de débits trop faibles, l'exploitant s'est engagé à reboucher le forage selon les règles de l'art ;

Considérant que les modifications sus-citées ne sont pas jugées substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, conformément aux articles R.181-45 et 46 du code de l'environnement, de fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance du représentant de la SARL élevage des marais par courrier recommandé avec accusé de réception afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant que par courriel du l'exploitant a précisé ne pas avoir d'observations ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire :

ARRÊTE

Article 1- Titulaire et objet de l'autorisation

Les articles 1er et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 sont modifiés comme suivant :

La SARL élevage des Marais, dénommée dans la suite de l'arrêté « l'exploitant » est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Les Guerreaux, chemin de Baranzay, un élevage de porcs de type post-sevrage / engraissement classé au titre de la rubrique suivante de la nomenclature des ICPE :

Rubrique	Intitulé	Seuil rubrique	Niveau de l'installation	Régime
3660-b	Élevage intensif de porcs avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	2000 emplacements de porcs à l'engraissement	2650 emplacements de porcs à l'engraissement	Autorisation IED

Article 2- Réglementation applicable

L'exploitant est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'élevage de porcs dans les conditions prévues dans l'arrêté préfectoral n°D2B2-00-4601 en date du 2 novembre 2000, dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012220-0005 du 7 août 2012 et dans le présent arrêté complémentaire qui les modifie et les complète.

Les arrêtés préfectoraux susvisés restent valables en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

L'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012220-0005 du 7 août 2012 est abrogé et remplacé par : «l'exploitant respecte également les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Article 3- Épandage des effluents

L'article 8 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012220-0005 du 7 août 2012 est abrogé et remplacé par :

- « L'article 4 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 est abrogé et remplacé par les articles 26 à 30 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité auxquels doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation ».

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage modifié transmis le 4 février 2025 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'annexe intitulée « tableau récapitulatif du parcellaire épandable » de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Sur la commune de Chalmoux, l'épandage est limité aux terres labourées (enfouissement sous 12 heures) quand le terrain est proche des maisons, notamment sur les secteurs des Ardillats, Moulin à vent, Sauvigny, les Bruyères afin de limiter les nuisances olfactives.

L'épandage sur l'îlot 19 (NOY-19) dont la référence cadastrale est A173 n'est pas autorisé.

Les épandages sur les parcelles situées en zone vulnérable à la pollution par les nitrates (communes de Perrigny-sur-Loire et Saint-Agnan) respecteront strictement les prescriptions de la directive nitrates et du programme d'actions nitrates dans les zones vulnérables de la région Bourgogne Franche-Comté.

L'épandage de lisier respecte strictement les distances d'épandage réglementaires par rapport aux habitations et aux cours d'eau en particulier pour les parcelles situées en limite et en dehors du périmètre de protection éloigné des deux puits de la Grève 1 et 2 et du puits de la station (communes de Perrigny sur Loire et Saint Agnan) : parcelles LAU-7a, 7b, 7c, 7d ; LAU-14 ; LAU-4, LAU-5 et LAU-10 exploitées par l'EARL LAUVERNIER (distance au cours d'eau et bandes végétalisées sans intrant).

Aucun épandage d'effluent ne sera réalisé sur la parcelle GAG-4b exploitée par Monsieur Cédric GAGNAUD, située sur la commune de Perrigny-sur-Loire dans le périmètre de protection éloigné des puits du Syndicat des eaux de Bords de Loire.

Afin de préserver la qualité de l'eau destinée à l'abreuvement des animaux de l'élevage issue du forage qui sera mis en place sur la parcelle n°0C0540, l'épandage d'effluent n'est pas autorisé à moins de

50 mètres du forage comprenant les parcelles n°0C0540 (parcelle d'implantation du forage), 0C0214 et 0C0215.

Les épandages de lisier sur les zones humides du plan d'épandage seront réalisés sur des sols ressuyés.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 4- Forage

Pour assurer l'abreuvement des animaux de l'élevage et le nettoyage des bâtiments d'élevage, la SARL élevage des marais est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à exploiter un ouvrage de prélèvement en eau souterraine situé sur la parcelle cadastrale n°540 section 0C (coordonnées en Lambert 93 : X = 769100,72 / Y = 6605420,37) occupée par une prairie sur la commune de Les Guerreaux qui présente les caractéristiques suivantes :

Masse d'eau souterraine prélevée	FRGG043 "Bassin versant de socle de la Loire bourguignonne"
Profondeur	80 m
Capacité maximale de prélèvement	6 m ³ /h
Volume journalier maximum prélevé	25 m ³ /j
Volume maximum annuel prélevé	9 000 m ³ /an

Le forage sera constitué d'un tubage en 115/125 mm en tube alimentaire équipé de crépines sur la partie aquifère et fermé par un bouchon de fond.

L'eau du forage alimentera une cuve tampon de 12 m³ qui servira de reprise afin de lisser les prélèvements dans l'ouvrage.

Les dispositions du présent arrêté ne dispensent pas de la procédure déclarative au titre du code minier. Il est rappelé qu'en application de l'article L.411-1 du code minier, tout ouvrage souterrain de plus de 10 mètres de profondeur doit être déclaré auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou directement sur le site DUPLOS (<https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/>).

1) Rubrique nomenclature Loi sur l'eau :

Le présent arrêté vaut déclaration pour les activités de la nomenclature loi sur l'eau, exercées sur le site et reprise dans le tableau ci-après :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	9 000 m ³ / an	D*

D* = Déclaration

Le forage doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des

articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

2) Usage de l'eau

L'eau prélevée, considérée comme non potable et ne répondant pas aux exigences fixées par la réglementation sur les eaux destinées à la consommation humaine, est exclusivement destinée à l'abreuvement des animaux et au nettoyage des bâtiments.

L'exploitant doit limiter le prélèvement tout en respectant les besoins physiologiques et le bien-être des animaux.

3) Création du forage

Pour la création du forage, les prescriptions de l'AMPG du 11 septembre 2003 sont respectées et le forage est réalisé selon la norme française AFNOR NF 10-999 par une entreprise de forage agréée.

L'exploitant mettra en œuvre toutes les mesures pour prévenir les risques de pollution en phase travaux (matériel aux normes, présence de kit anti-pollution, dispositif de filtration des eaux de pompage pour limiter le transfert de particules vers le cours d'eau notamment).

Malgré l'absence d'incidences prévisibles sur les sites Natura 2000, l'exploitant privilégiera de réaliser les travaux de mise en place du forage en dehors des périodes les plus sensibles pour la faune (en évitant notamment la période de reproduction des oiseaux de mi-mars à fin août).

4) Conditions d'implantation

Aucun sondage, forage, puits, ouvrage souterrain, ne peut être effectué à proximité d'une installation susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.

En particulier, ils ne peuvent être situés à moins de :

- 200 mètres des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;
- 35 mètres des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- 35 mètres des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

En outre, les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains destinés à effectuer des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères ne peuvent être situés à :

- moins de 35 mètres des bâtiments d'élevage et de leurs annexes : installations de stockage et de traitement des effluents (fosse à purin ou à lisier, fumières...), des aires d'ensilage, des circuits d'écoulement des eaux issus des bâtiments d'élevage, des enclos et des volières où la densité est supérieure à 0,75 animal équivalent par mètre carré ;
- moins de 50 mètres des parcelles potentiellement concernées par l'épandage des déjections animales et effluents d'élevage issus des installations classées ;
- moins de 35 mètres si la pente du terrain est inférieure à 7 % ou moins de 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 % des parcelles concernées par les épandages de boues issues des stations de traitement des eaux usées urbaines ou industrielles et des épandages de déchets issus d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Les distances mentionnées ci-dessus peuvent être réduites, sous réserve que les technologies utilisées ou les mesures de réalisation mises en œuvre procurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines

5) Conditions d'exploitation

Le forage est muni d'un dispositif de mesure du volume prélevé adapté garantissant la précision des volumes prélevés.

Ce compteur est relevé mensuellement. Le registre sur lequel sera relevé les débits prélevés sera mis à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé au moins trois ans. Ces données sont portées à la connaissance du préfet de Saône et Loire sur simple demande.

L'exploitant doit établir un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés.

Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible.

Le volume annuel prélevé est inférieur à 9 000 m³.

L'exploitant entretient régulièrement l'ouvrage de façon à garantir son bon fonctionnement et sa conformité aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté.

6) Protection du milieu de prélèvement et du réseau d'adduction public d'eau potable

Afin d'assurer la protection, d'une part du milieu de prélèvement (nappe) et, d'autre part du réseau d'adduction public d'eau potable présent sur l'exploitation, l'exploitant met en œuvre l'ensemble des protections suivantes :

- une margelle bétonnée, de 4 m² minimum autour de la tête de forage et de 0,3 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel,
- la tête du forage s'élève au-moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel et est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel,
- un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution issue du ruissellement des eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur forage est interdit par un dispositif de sécurité,
- la protection sanitaire de la nappe prélevée est assurée, au niveau du forage, par la mise en place d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour,
- l'interconnexion étant interdite, le réseau de distribution d'eau issue du forage doit être physiquement séparé du réseau d'alimentation en eau potable du réseau public de distribution.

Les réseaux intérieurs de distribution alimentés par des eaux non potables sont conçus, installés et exploités par le propriétaire des réseaux intérieurs de distribution de façon à ne pas perturber le fonctionnement des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et à ne pas altérer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. La séparation entre le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et les réseaux intérieurs de distribution alimentés par des eaux non potables doit être totale en permanence.

Dans les situations où un appoint en eau est requis depuis le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine vers le réseau intérieur de distribution alimenté par des eaux non potables, cet appoint est réalisé par surverse totale de l'eau du réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, dans le réseau de distribution alimenté par des eaux non potables. Le système de surverse comprend une garde d'air visible, complète et libre, installée de manière permanente, ainsi qu'un dispositif d'évacuation du trop-plein d'eau pouvant provenir du réseau de distribution alimenté par des eaux non potables.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter tout retour d'eau dans le réseau public d'eau potable par la mise en place d'un dispositif de disconnexion au niveau du raccordement au réseau.

La bonne mise en œuvre de ces prescriptions devra être justifiée par l'exploitant auprès de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

7) Modification ultérieure

Toute modification des ouvrages, de l'installation ou de leur mode d'exploitation, en particulier profondeur, débit et volume prélevé devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation de son incidence sur la ressource en eau.

8) Incident – Accident

L'exploitant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

9) Fin d'exploitation

Est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain :

- pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;
- qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines ;
- pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler,

- une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Article 5- Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, LA SARL élevage des Marais, dont le siège social se situe au 713 Chemin des Vernays - 01310 Polliat par courrier transmis avec accusé de réception.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est disponible dans la mairie de la commune des Guerreaux ainsi que dans les mairies des communes concernées par le plan d'épandage à savoir Perrigny-sur-Loire, Saint-Agnan, Neuvy-Grandchamp et Chalmoux et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des Guerreaux pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois (www.saone-et-loire.gouv.fr).

Article 6- Exécution et copies

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône et Loire, mesdames, messieurs les maires des communes de Perrigny-sur-Loire, Les Guerreaux, Saint-Agnan, Chalmoux et Neuvy-Grandchamp, madame la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- monsieur le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire,
- monsieur le directeur de l'agence régionale de santé de Bourgogne unité territoriale de Saône-et-Loire.

Mâcon, le **22 SEP. 2025**

Le préfet

Pour le préfet
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

SARL ELEVAGE DES MARAIS site Baranzny

Epannage 100 mètres des tiers
Epannage 35 mètres des cours d'eau

ANNEXE : Parcellaire épannable

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot cultural	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface ilot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
24	1	BOU-1	71229	LES GUERREUX	C	212, 214, 215, 218, 302, 306, 521	prairie	SB1.1	2,63	2,63		SARL ELEVAGE DES MARAIS
oui	2	BOU-2	71229	LES GUERREUX	C	540	prairie	SB1.2	0,69	0,69		SARL ELEVAGE DES MARAIS

Nombre d'îlots culturaux	Surface Totale	Surface épannable
2	3,32	3,32

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	2	MAR-2a	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AS AR	21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 36, 37, 52, 57, 58	culture	SB1.3	3,10	2,49	cours d'eau	GAEC DES MARECHAUX
		MAR-2b	71330	NEUVY GRANDCHAMP			prairie	SB1.3	37,95	29,75	cours d'eau / tiers	GAEC DES MARECHAUX
oui	3	MAR-3	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AT	21, 22, 23, 24	culture	SB1.3	15,37	14,32	tiers	GAEC DES MARECHAUX
oui	5	MAR-5	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AS	9, 31	culture	SB1.3	10,47	10,47		GAEC DES MARECHAUX
oui	11	MAR-11a	71330	NEUVY GRANDCHAMP	F	149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 157, 158, 159, 321	culture	SB1.2	6,45	3,48	cours d'eau	GAEC DES MARECHAUX
		MAR-11b	71330	NEUVY GRANDCHAMP			prairie	SB1.2	13,02	8,89	cours d'eau / tiers	GAEC DES MARECHAUX
oui	12	MAR-12a	71330	NEUVY GRANDCHAMP	F	318, 320	culture	SB1.3	5,18	3,00	tiers	GAEC DES MARECHAUX
		MAR-12b					prairie	SB1.3	3,38	1,36	tiers	
oui	1	MAR-1	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G	164, 165, 169, 170, 171, 174	culture	SB1.4	9,03	8,39	cours d'eau	GAEC DES MARECHAUX
oui	16	MAR-16.	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G	207, 208, 209, 210, 384, 387	prairie	SB1.4	6,34	6,34		GAEC DES MARECHAUX
oui	18	MAR-18a	71075	CHALMOUX	E	143, 144, 145	culture	SB1.4	9,87	9,87		GAEC DES MARECHAUX
		MAR-18b	71075				prairie	SB1.4	2,86	2,04	cours d'eau / tiers	GAEC DES MARECHAUX
oui	19	mars-19	71075	CHALMOUX	E	159, 160, 165, 166, 167, 168, 170, 615, 617, 619, 716, 718	culture	SB1.4	23,11	22,86	tiers	GAEC DES MARECHAUX
oui	33	MAR-33a	71075	NEUVY GRANDCHAMP	G	1, 2, 4, 7, 85, 86, 88, 92, 93, 94, 95	culture	SB1.3	14,76	13,93	cours d'eau	GAEC DES MARECHAUX
		MAR-33b	71075				prairie	SB1.3	22,89	20,10	cours d'eau	GAEC DES MARECHAUX
oui	34	mars-34	71075 71229	NEUVY GRANDCHAMP LES GUERREUX	F D	147, 324 1, 2, 3, 4, 5, 6, 12, 17, 18, 54	prairie	SB1.3	34,95	29,23	cours d'eau / tiers	GAEC DES MARECHAUX

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
11	218,73	186,52

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Faisons d'exclusion	Exploitant
220, 222, 223	8	TOR-8	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G	311, 312, 313, 314, 409	prairie	SB1.2	8,88	8,27	cours d'eau	EARL LA FERME DE LA LIMAYE
226	9	TOR-9	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G	275	prairie	SB1.2	2,60	2,60		EARL LA FERME DE LA LIMAYE
225	10	TOR-10	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AT	80, 81	prairie	SB1.2	5,99	5,33	cours d'eau	EARL LA FERME DE LA LIMAYE
221	203	TOR-203	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AV G	7, 319 323, 324, 407	prairie	SB1.2	12,13	11,23	tiers / cours d'eau	EARL LA FERME DE LA LIMAYE

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
4	29,60	27,43

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
212, 213, 214, 215	3	BID-3a	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	19, 20, 21, 33, 29, 34, 36	culture	SB1.2	12,58	11,33	tiers / cours d'eau	BIDOLET Sylvain
		BID-3b										
201, 202, 203, 204, 205, 206	4	BID-4	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	15, 16, 17, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 52,	prairie	SB1.2	41,82	36,62	cours d'eau	BIDOLET Sylvain
217	5	BID-5	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	89, 381, 396, 397, 398, 399, 400, 401	prairie	SB1.2	8,82	5,51	tiers / cours d'eau	BIDOLET Sylvain
216	6	BID-6	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	38	prairie	SB1.2	5,27	5,08	cours d'eau	BIDOLET Sylvain
207, 209, 208, 210, 211	201	BID-201	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	6, 7, 8, 12, 13, 22, 23, 24	prairie	SB1.2	17,78	17,62	cours d'eau	BIDOLET Sylvain
218, 219	202	BID-202	71229 71330	LES GUERREUX NEUVY GRANDCHAMP	C AV	1, 99 8	prairie	SB1.2	10,17	9,08	cours d'eau	BIDOLET Sylvain

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanachable
6	110,05	93,57

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface ilot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	12	VEL-12	71075	CHALMOUX	F	253, 254, 255, 256, 270, 271	prairie	SB1.2	15,05	14,98	tiers	GAEC DE VELLEROT
oui	13	VEL-13	71075	CHALMOUX	F	245,00	prairie	SB1.2	1,80	1,80		GAEC DE VELLEROT
oui	14	VEL-14a	71075	CHALMOUX	F	163, 164, 168, 274, 275	culture	SB1.2	5,29	5,29		GAEC DE VELLEROT
		VEL-14b	71075	CHALMOUX			prairie	SB1.2	7,12	6,70	liers	GAEC DE VELLEROT
oui	15	VEL-15	71075	CHALMOUX	E	340	prairie	SB1.3	7,59	7,59		GAEC DE VELLEROT
		VEL-16a	71075	CHALMOUX	E	113, 114, 115	culture	SB1.2	3,21	3,12	cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
oui	16	VEL-16b	71075	CHALMOUX			bandes enherbées	SB1.2	0,02	0,00	cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
oui	18	VEL-18	71075	CHALMOUX	E	181	culture	SB1.3	2,08	2,08		GAEC DE VELLEROT
oui	24	VEL-24	71075	CHALMOUX	E	140, 176, 177	prairie	SB1.2	11,48	8,71	cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
		VEL-19a	71075	CHALMOUX			culture	SB1.2	5,51	5,51		GAEC DE VELLEROT
oui	19	VEL-19b	71075	CHALMOUX	F	144, 147, 148, 149, 150, 157, 158	culture	SB1.2	1,49	1,42	liers / cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
		VEL-19c	71075	CHALMOUX			prairie	SB1.2	22,33	18,39	liers / cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
oui	20	VEL-20	71075	CHALMOUX	F	325, 326, 328, 329, 332, 333, 334, 336, 337, 343	prairie	SB1.2	31,48	26,82	liers / cours d'eau	GAEC DE VELLEROT
oui	22	VEL-22	71229	LES GUERREAUX	AC	1, 2, 3, 4	prairie	SB1.2	2,50	2,50		GAEC DE VELLEROT
oui	23	VEL-23	71229	LES GUERREAUX	AC	53, 54	prairie	SB1.2	1,95	1,95		GAEC DE VELLEROT
non	25	VEL-25	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G AV	315, 22, 23	prairie	SB1.2	11,85	11,47		GAEC DE VELLEROT

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
12	130,75	118,33

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	1	GAU-1	71075	CHALMOUX	F	112, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 177	prairie	SB1.3	19,51	18,28	cours d'eau	GAEC GAUTHIER FRERES
oui	6	GAU-6	71075	CHALMOUX	F	248, 249, 251, 252, 257, 258, 259	prairie	SB1.3	11,16	9,63	tiers /cours d'eau	GAEC GAUTHIER FRERES
oui	5	GAU-5	71075	CHALMOUX	F	250, 261, 264, 265, 269	prairie	SB1.2	7,71	5,03	tiers /cours d'eau	GAEC GAUTHIER FRERES
oui	2	GAU-2	71075	CHALMOUX	F	102, 173, 180, 181, 183, 186, 189, 190, 191, 192, 193, 197, 198, 199	prairie	SB1.3	26,90	24,78	cours d'eau	GAEC GAUTHIER FRERES
oui	3	GAU-3	71075	CHALMOUX	F	220, 221, 222, 223, 224, 225	prairie	SB1.2	7,56	7,56		GAEC GAUTHIER FRERES
oui	4	GAU-4	71075 71348	CHALMOUX PERRIGNY SUR LOIRE	F C	184, 186, 187, 188, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 239, 241, 242, 12, 13, 15	prairie	SB1.3	37,43	30,54	cours d'eau	GAEC GAUTHIER FRERES

Nombre d'îlots culturels			Surface	
			Totale	épanachable
	6		110,27	95,82

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	1	THE-1	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AT	40, 41, 42, 43, 44	culture	SB1.3	8,34	6,41	tiers	SCEA DES THEVENOTS
oui	2	THE-2a	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AT	26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 69, 70, 71, 72, 76	culture	SB1.3	7,24	7,11	cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
		THE-2b	71330	NEUVY GRANDCHAMP			culture	SB1.3	7,00	5,78	tiers / cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
		THE-2c	71330	NEUVY GRANDCHAMP			prairie	SB1.3	13,55	7,22	tiers / cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
		THE-4a	71330	NEUVY GRANDCHAMP			culture	SB1.3	5,32	4,77	tiers / cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
oui	4	THE-4b	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AT	13, 20, 85	prairie	SB1.3	8,81	7,74	tiers	SCEA DES THEVENOTS
oui	5	THE-5	71330	NEUVY GRANDCHAMP	AS	32, 33	culture	SB1.3	6,81	6,81		SCEA DES THEVENOTS
oui	6	THE-6	71330	NEUVY GRANDCHAMP	B	256	prairie	SB1.3	6,33	6,33		SCEA DES THEVENOTS
oui	7	THE-7	71330	NEUVY GRANDCHAMP	B	133, 135, 136, 137, 138, 148 (en partie), 290, 292, 295,	culture	SB1.3	14,88	12,24	cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
oui	8	THE-8a	71330	NEUVY GRANDCHAMP	G	9, 10, 11, 12, 13, 14, 82 en partie	culture	SB1.3	6,88	5,96	cours d'eau	SCEA DES THEVENOTS
		THE-8b	71330	NEUVY GRANDCHAMP			prairie	SB1.3	11,79	10,82	cours d'eau	
oui	12	THE-12	71382	SAINT AGNAN	F	22, 26, 32, 34, 36, 67, 138	prairie	SB1.3	16,42	15,06	tiers	SCEA DES THEVENOTS
oui	13	THE-13	71382	SAINT AGNAN	ZM	15	culture	SB1.3	4,65	2,94	tiers	SCEA DES THEVENOTS
oui	120	THE-120	71382	SAINT AGNAN	F	24, 25, 27, 29	culture	SB1.3	5,49	5,45	tiers	SCEA DES THEVENOTS

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
10	123,51	104,64

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Faïences d'exclusion	Exploitant
101, 102, 103	2	BUI-2	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A ZA	7, 15, 182, 185, 187, 193, 194, 195, 197, 201, 208	prairie	SB1.2	27,56	25,13	cours d'eau	BUISSON GILLES
105, 106, 107, 108, 109, 110	4	BUI-4a	71382	SAINT AGNAN	ZC ZB	39, 41, 100, 133 1, 2 272, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 289, 290, 291, 292, 293	culture	SB1.2	4,68	1,38	cours d'eau / tiers	BUISSON GILLES
		BUI-4b					prairie	SB1.2	58,87	51,53	tiers / cours d'eau	
			71348	PERRIGNY SUR LOIRE	B	190, 191, 395						
104	7	BUI-7	71382	SAINT AGNAN	ZC	38, 99	prairie	SB1.2	2,83	2,32	cours d'eau	BUISSON GILLES

Nombre d'îlots cultureux		Surface Totale		Surface épanachable	
		3	93,94	80,36	

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface Ilot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	1	GAG-1	71229	LES GUERREUX	C	385, 387	prairie	SB1.2	1,64	1,64		GAGNAUD CEDRIC
oui	3	GAG-3	71229	LES GUERREUX	D	1	prairie	SB1.2	2,91	2,91		GAGNAUD CEDRIC
non 8	4	GAG-4a	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	B	53, 54, 58, 59, 60, 61, 67, 68, 479	culture	SB3.2a	19,69	15,65	tiers	GAGNAUD CEDRIC
		GAG-4b							1,03	0,00	périmètre captage	GAGNAUD CEDRIC
non 9	5	GAG-5	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	B	162	culture	SB3.2a	2,68	2,68		GAGNAUD CEDRIC
oui	8	GAG-8	71229	LES GUERREUX	D	80	prairie	SB1.2	1,19	0,27	tiers	GAGNAUD CEDRIC
oui	9	GAG-9	71229	LES GUERREUX	D	175, 181, 182	culture	SB1.2	3,19	2,17	tiers	GAGNAUD CEDRIC
oui	10	GAG-10	71229	LES GUERREUX	B	319	prairie	SB1.2	7,29	7,20	tiers	GAGNAUD CEDRIC
oui	15	GAG-15	71229	LES GUERREUX	B	309	prairie	SB1.2	1,48	1,00	tiers	GAGNAUD CEDRIC
oui	16	GAG-16	71229	LES GUERREUX	B	316	prairie	SB1.2	2,36	2,36		GAGNAUD CEDRIC
oui	17	GAG-17	71229	LES GUERREUX	B	77, 90	prairie	SB1.2	4,21	2,91	tiers	GAGNAUD CEDRIC

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanachable
8	47,67	38,79

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot cultural	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface ilot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	5	NOY-5a	71075	CHALMOUX	A	16	culture	SB1.2	3,98	3,98		GAEC DES NOYERS
oui	5	NOY-5b	71015	CHALMOUX	A	14, 15, 95, 99, 100, 101, 102	prairie	SB1.2	25,96	23,16	cours d'eau	GAEC DES NOYERS
oui	6	NOY-6	71075	CHALMOUX	A	94	culture	SB1.2	2,16	2,16		GAEC DES NOYERS
oui	8	NOY-8	71075	CHALMOUX	A	33	culture	SB1.2	3,39	3,39		GAEC DES NOYERS
oui	11	NOY-11	71035	CHALMOUX	AC	143	culture	SB1.2	3,88	3,88		GAEC DES NOYERS
oui	12	NOY-12	71035	CHALMOUX	E	129, 139	prairie	SB1.2	9,77	9,52	cours d'eau	GAEC DES NOYERS
oui	13	NOY-13a	71075	CHALMOUX	E	458, 459, 460, 461, 462, 464, 469, 502, 503, 504	culture	SB1.2	5,32	5,11	tiers / cours d'eau	GAEC DES NOYERS
oui		NOY-13b	71075	CHALMOUX			prairie	SB1.2	18,12	12,45	tiers / cours d'eau	GAEC DES NOYERS
oui	14	NOY-14a	71075	CHALMOUX	F	310, 311, 314	prairie	SB1.2	12,54	9,69	cours d'eau	GAEC DES NOYERS
oui		NOY-14b	71075	CHALMOUX	F		culture	SB1.2	6,56	6,56		GAEC DES NOYERS
oui	16	NOY-16	71075	CHALMOUX	F	299	culture	SB1.2	1,41	1,41		GAEC DES NOYERS
oui	17	NOY-17	71075	CHALMOUX	G	75	culture	SB1.2	4,06	2,30	tiers	GAEC DES NOYERS
oui	19	NOY-19	71075	CHALMOUX	A	173	culture	SB1.2	2,43	2,43		GAEC DES NOYERS
oui	28	NOY-28	71075	CHALMOUX	F	323, 324	prairie	SB1.3	19,21	19,15	cours d'eau	GAEC DES NOYERS

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
12	118,79	105,19

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	3	LAU-3	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	C	66	prairie	SB1.2	7,35	7,35		EARL LAUVERNIER
oui	4	LAU-4	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	C	106, 107, 108, 109, 120, 121, 132, 462, 473, 475, 477	prairie	SB1.2	4,41	1,30	tiers	EARL LAUVERNIER
oui	5	LAU-5	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	C	111, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 214, 215, 216, 217, 282, 284, 285, 286, 287, 295, 493	prairie	SB1.2	23,53	13,70	tiers / cours d'eau	EARL LAUVERNIER
oui	7	LAU-7a	71382	SAINT AGNAN	ZS ZR	1 3, 4, 5, 73	cultures	SB1.2	2,01	2,01		EARL LAUVERNIER
		LAU-7b					prairie	SB1.2	15,05	10,94	tiers / cours d'eau	EARL LAUVERNIER
		LAU-7c					prairie	SB1.2	1,23	0,17	cours d'eau	EARL LAUVERNIER
		LAU-7d					prairie	SB1.2	3,70	3,70		EARL LAUVERNIER
oui	8	LAU-8	71382	SAINT AGNAN	ZS	57	prairie	SB1.2	3,26	2,71	tiers	EARL LAUVERNIER

oui	10	LAU-10	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	C	288, 289, 290, 291, 292	prairie	SB1.2	9,80	9,80		EARL LAUVERNIER
oui	14	LAU-14	71382	SAINT AGNAN	ZR	7, 8, 9	prairie	SB1.2	10,85	9,34	tiers / cours d'eau	EARL LAUVERNIER
oui	16	LAU-16	71382	SAINT AGNAN	ZS	13	prairie	SB1.2	3,43	3,43		EARL LAUVERNIER
oui	18	LAU-18	71382	SAINT AGNAN	ZS	54	prairie	SB1.2	3,06	1,15	tiers / cours d'eau	EARL LAUVERNIER

Nombre d'îlots cultureux			Surface Totale		Surface épanable
9			87,68		70,60

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface îlot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	1	MUN-1a	71382	SAINT AGNAN	ZA	15 en partie, 16 en partie, 17, 26, 28	culture	SB1.2	5,73	5,47	tiers	GAEC DES GRANDS BOIS
oui		MUN-1b					prairie	SB1.2	4,15	2,46	tiers	GAEC DES GRANDS BOIS
oui	3	MUN-3	71382	SAINT AGNAN	ZA	5	culture	SB1.2	3,52	3,52		GAEC DES GRANDS BOIS
7	8	MUN-8	71348 71382	PERRIGNY SUR LOIRE SAINT AGNAN	A ZA	243 6, 7, 12	culture	SB3,2a	19,62	19,59	cours d'eau	GAEC DES GRANDS BOIS

Nombre d'îlots cultureux		Surface Totale	Surface épanachable
3		33,02	31,04

nouvelle parcelle	Ilot PAC	Ilot culturel	N° Commune	Commune	section	numéro	Occupation du sol	Type de sol	Surface ilot (ha)	S.P.E.	Raisons d'exclusion	Exploitant
oui	1	1	71382	SAINT AGNAN	A	415	culture	SB1.2	4,85	4,05	cours d'eau	GAEC VODEVI
oui	22	22	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	B	143, 144, 145, 148	culture	SB1.2	9,62	8,62	tiers	GAEC VODEVI
oui	31	31	71229	SAINT AGNAN LES GUERREAUX	K E	471, 472 114, 115, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125	culture	SB1.2	7,92	5,67	tiers	GAEC VODEVI
oui	32	32	71229	LES GUERREAUX	D	362, 363, 367, 536, 538, 539, 540, 541, 542	culture	SB1.2	5,75	3,05	tiers	GAEC VODEVI
oui	33	33	71229	LES GUERREAUX	D	375 en partie	culture	SB1.2	1,00	1,00		GAEC VODEVI
oui	34	34	71229	LES GUERREAUX	D	319, 321, 499	culture	SB1.2	3,00	3,00		GAEC VODEVI
oui	41	41	71229	LES GUERREAUX	E	74, 79	culture	SB1.2	2,95	2,95		GAEC VODEVI
oui	44	44	71229	LES GUERREAUX	D	368	culture	SB1.2	1,62	1,14	tiers	GAEC VODEVI
oui	45	45	71229	LES GUERREAUX	E	108, 109, 113, 116	culture	SB1.2	3,77	2,64	tiers	GAEC VODEVI
oui	46	46	71229	LES GUERREAUX	E	69, 70, 71	culture	SB1.2	2,20	1,61	tiers	GAEC VODEVI
oui	50	50	71348	PERRIGNY SUR LOIRE	A	176, 179, 180, 181, 183, 184	prairie	SB1.2	14,66	13,15	cours d'eau	GAEC VODEVI
oui	51	51	71229	LES GUERREAUX	C	48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 63, 101, 110, 111, 112, 113, 119, 120	prairie	SB1.2	24,43	17,29	tiers / cours d'eau	GAEC VODEVI

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
12	81,77	64,17

Nombre d'îlots cultureux	Surface Totale	Surface épanable
TOTAL	98	1 189,10
		1 019,78

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon. le 22 SEP 2025
la secrétaire générale de
préfecture de Saône-et-Loire

